

Dans ce numéro...

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

2015 - Numéro 2

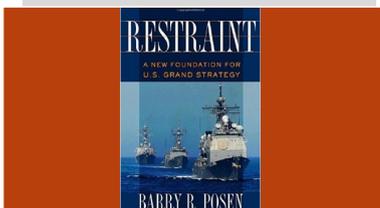
**PORTRAIT DU MOIS ..... P.3**

Christopher Coker



**LIVRE DU MOIS ..... P.4**

*Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy*



**DOSSIER STRATEGIQUE ... P.6**

La diplomatie proactive des pays du Conseil de Coopération du Golfe au Moyen-Orient



**OUVRAGES REÇUS ..... P.18**



**ACTUALITÉ ..... P.27**



Edito

**Relire Allison à l'heure de la crise ukrainienne**

Dans *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, son célèbre ouvrage de référence publié en 1971, le politiste américain Graham T. Allison se lançait dans une audacieuse tentative d'explication de la crise des missiles de Cuba, qui en 1962 avait placé le monde au bord du gouffre nucléaire. Réédité et augmenté en 1999, avec son collègue Phillip Zelikow, à la lumière d'archives et de documents nouveaux, l'ouvrage gardait toute sa pertinence. La centralité durable d'Allison dans l'analyse de la politique étrangère et dans les bibliographies de science politique tient à la fois à l'importance de son objet d'étude (une crise internationale d'une gravité exceptionnelle) et à l'originalité de son approche. La question était double, la démonstration était triple, la leçon méthodologique, unique.

La double question était : a) pourquoi les Soviétiques ont-ils couru le risque insensé d'un acte inacceptable pour les États-Unis (en installant des missiles nucléaires à quelques encablures des côtes américaines) sans toujours prendre, de surcroît, toutes les précautions pour le dissimuler ? ; b) Pourquoi les États-Unis ont-ils opté, en guise de riposte, pour un blocus naval dont les risques étaient multiples, et l'application, parfois hasardeuse ?

La réponse se conjugait sur trois modes, ou suivant trois modèles d'explication.

1- le modèle rationnel, qui voudrait que toute décision soit mûrement pesée, et retenue *in fine* parce qu'optimale.

2- un modèle dit « organisationnel », qui fait dépendre davantage la décision des procédures opérationnelles en vigueur dans un système administratif donné, pour répondre aux défis en suivant les chaînes de commandement prévues *in abstracto* à cet effet.

3- un modèle dit « gouvernemental », qui introduit dans l'explication l'existence de rivalités entre différents acteurs de la décision, aux perceptions ou aux intérêts opposés.

Enfin, la leçon méthodologique du travail d'Allison est on ne peut plus claire: en posant des questions différentes, on obtient des réponses différentes. En fonction de l'éclairage choisi, c'est une autre dimension explicative de la crise des missiles qui apparaît, et que les autres angles d'approche ne permettaient pas de percevoir.

On peut regretter que ce type d'approche n'ait pas été conduit plus fréquemment pour expliquer les crises internationales, même s'il est vrai que de telles enquêtes empiriques, pour être véritablement scientifiques et porteuses, exigent des ressources importantes que l'on ne peut réunir à répétition. À la relecture du *Essence of Decision* d'Allison, on est frappé par plusieurs similitudes avec l'actuelle crise ukrainienne, comme en miroir avec la crise de Cuba puisqu'en 2014-2015, le théâtre du bras de fer - fort heureusement moins dramatisé par le paramètre nucléaire qu'en 1962 - a lieu dans le voisinage stratégique russe et non plus

américain.

Sur le pourquoi du déclenchement d'une crise par la Russie (cette fois l'annexion de la Crimée suivie d'une déstabilisation de l'est de l'Ukraine avec l'envoi non assumé mais mal dissimulé de troupes et de matériel), quelques-unes des interrogations posées par le modèle rationnel restent valables. Doit-on privilégier l'explication locale (jadis la défense de Cuba, aujourd'hui le contrôle de l'Ukraine), nationale (à l'époque comme aujourd'hui, un affaiblissement de l'économie russe qui pousse à une diversion par l'intransigeance extérieure), ou plutôt l'approche par la compétition globale (jadis le lien avec l'enjeu berlinois, aujourd'hui la réaction à l'extension de l'influence otanienne ou européenne dans l'ancien étranger proche de l'URSS) ? L'action russe est-elle encore le résultat de la perception d'une faiblesse occidentale, ouvrant la voie à une initiative hardie ? Cette perception était encouragée en 1962 par le profil bas de l'administration Kennedy après l'échec du débarquement de la baie des Cochons (1961) ; elle a pu naître en 2014 du recul de l'administration Obama sur la fameuse « ligne rouge » syrienne.

Mais surtout, Allison nous a appris que certaines des bizarreries observées dans le déroulement des opérations pouvaient être imputables à des mécanismes décisionnels peu adaptés à la réalisation du plan prévu (les acteurs russes chargés des différentes faces de l'opération ukrainienne sont-ils en mesure d'assurer la discrétion requise, ou de contrôler les groupes séparatistes sur lesquels la stratégie initiale s'appuie ?). Ou encore à des rivalités politiques internes (tous les acteurs associés à la décision de politique étrangère russe sont-ils en accord avec la stratégie mise en œuvre ?). Du côté occidental, les dilemmes de 1962 se retrouvent en partie plus d'un demi-siècle plus tard (encore une fois, avec moins d'intensité) : doit-on traiter l'initiative russe, avec la gravité qu'elle comporte, comme un geste impulsif et politiquement isolable, ou comme la mise en œuvre d'un plan prémédité qui aura nécessairement d'autres séquences ? Doit-on tenir compte de la gravité de cet acte au risque de l'engrenage, ou mettre en place un dialogue visant au *damage control*, avec le risque d'une nouvelle perte de crédibilité aux yeux des alliés ? Quelles sont les options envisageables, et les plus pertinentes d'entre elles sont-elles réalisables compte tenu des possibles dysfonctionnements organisationnels ou

politiques (comme la mise en place de sanctions véritablement contraignantes) ?

Depuis 1962, de nombreux paramètres ont changé la donne de la prise de décision. À commencer par les moyens technologiques de suivi des actions de l'autre, et de la médiatisation des événements, laquelle à l'heure du web 2.0, donne une autre résonance à la diplomatie publique et au *storytelling*, changeant par là même la marge de manœuvre temporelle de la décision stratégique. Plus que jamais, l'explication rationnelle de la politique étrangère est relativisée par les dysfonctionnements organisationnels possibles, par les intentionnalités concurrentes des acteurs, par les « frictions » de la mise en œuvre, aurait dit Clausewitz. Par toutes ces dimensions, en tout cas, qui font que l'approche par le *rational choice*, ou par la seule figure d'un Vladimir Poutine réifié en joueur d'échecs aguerri, ne suffisent pas. Tout comme pour l'analyse de la crise de Cuba, l'enquête est plus difficile du côté russe que du côté occidental, et la différence de nature entre les deux processus décisionnels est forte (plus collective du côté occidental, davantage caractérisée en Russie par la puissance d'un homme, mais aussi par la solitude de celui-ci au milieu de clans complexes).

On l'aura compris, la leçon d'Allison plaide à la fois pour une sociologie fine de la décision et pour une multiplication des questionnements, plutôt que pour une réduction de ces derniers au seul décryptage spéculatif de choix supposés cyniques et rationnels. Tout comme la crise des fusées, la crise ukrainienne et la réponse qui y est apportée en Occident peuvent être le fruit combiné de calculs - et d'erreurs de calcul - cyniques, de dysfonctionnements ou d'effets non souhaités, de micro-dérapages dus à des procédures opérationnelles inadaptées, de mauvais compromis résultant de désaccords entre acteurs, de malentendus mutuels aggravés à la fois par la perte de confiance et la nécessité de ne pas perdre la face. C'est là l'autre leçon importante à tirer d'*Essence of Decision* : la rationalité seule ne prévaut jamais dans le déclenchement d'une crise, mais il est vital en revanche qu'elle prévale dans son règlement.

**Frédéric Charillon**  
**Directeur de l'IRSEM**



### Christopher COKER

Professeur de relations internationales,  
London School of Economics and Political Science

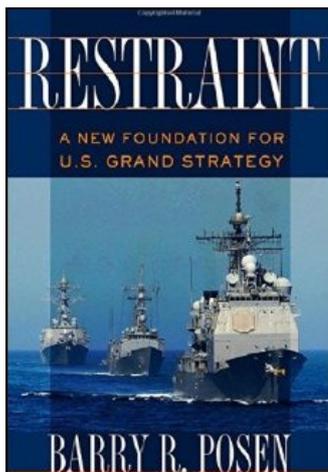
**D**oté d'un esprit vif très rare, Christopher Coker a développé une expertise largement reconnue sur les questions majeures relatives à la guerre : ses penseurs, ses protagonistes politiques, ses transformations technologiques. Et sur ces sujets, il n'hésite pas à explorer des sentiers laissés en friche ou des domaines de recherche qui émergent à peine, et desquels la plupart des chercheurs restent très éloignés. Derrière cette obsession pour les sujets difficiles, peu examinés, à la marge des débats à la mode, il y a un goût certain pour le risque. La prise de risque est, de fait, la marque de fabrique de Coker.

Un autre trait caractéristique de ses travaux, peut-être aussi de l'enseignant-chercheur Coker, c'est l'importance accordée à la multidisciplinarité. Pour lui, l'étude de la guerre peut (doit ?) être améliorée grâce à la convergence de plusieurs faisceaux analytiques. Celui de l'histoire, d'abord, que Coker convoque régulièrement, mais pour en extraire un récit pertinent pour le présent ; celui de la fiction, ensuite, que Coker développe dans *Men at Arms* pour démontrer comment la fiction structure de plus en plus la logique de la réalité, avec des effets en retour de la réalité sur la fiction très percutants, au point que les lignes de démarcation entre les deux s'en trouvent redéfinies ; celui de la technologie, enfin, à partir duquel Coker a maintenant construit un axe de recherche particulièrement fécond. Ici, un des livres les plus visionnaires est son *Warrior Geeks*, publié chez Columbia University Press.

Professeur à la London School of Economics and Political Science, Coker est un homme discret et réservé, amoureux et connaisseur du baroque. C'est un formateur engagé. Son principal public reste, bien sûr, celui de ses enseignements à la LSE. Mais il est aussi impliqué dans l'éducation des militaires à travers le monde (Collège de Défense de l'OTAN, Royal College of Defence Studies de Londres, National Institute for Defense Studies de Tokyo) et écrit régulièrement pour des médias influents (*The Times*, *The Wall Street Journal*, etc.), ce qui est, pour lui, une autre manière de contribuer à l'instruction du plus grand nombre. Curieux, on l'aura compris, Coker est un enseignant-chercheur globe-trotteur (Johannesburg, Oslo, Singapour, Tokyo, Washington, etc.), soucieux de mieux comprendre, toujours, le monde qu'il étudie et enseigne.

**Thierry Balzacq**  
Directeur scientifique de l'IRSEM





Barry R. Posen

***Restraint: A New Foundation for U.S. Grand Strategy***

Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 2014

À peu de choses près, un des phénomènes fondamentaux de la grande stratégie américaine depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est le triomphe de l'hégémonie libérale. Ce qui, bien entendu, a produit des conséquences politiques particulières. Jusque-là une partie importante de la littérature avait tendance à étudier le libéralisme hégémonique comme un système théorique abstrait et à en vanter les mérites pour les États-Unis. Ainsi, Robert Gilpin ou John G. Ikenberry ont consacré le libéralisme hégémonique comme la matrice intellectuelle par excellence de la politique étrangère américaine. Le plus troublant, dit Barry R. Posen, c'est que certains *leaders* politiques ont fini par traduire, parfois sans nuance, cet enthousiasme, relayé par le *Princeton Project on National Security*, en actions concrètes sur différents théâtres internationaux. Au regard des résultats, Posen juge une telle orientation politique hasardeuse, coûteuse et dangereuse.

La réflexion critique qu'il ouvre consiste à réexaminer, point par point, les prémisses intellectuelles d'une grande stratégie nourrie par la théorie de l'hégémonie libérale, d'une part, et à en montrer les limites pratiques, d'autre part. Globalement, l'objectif est de provoquer un *aggiornamento* de la grande stratégie américaine. Rien de moins ; mais l'ouvrage se hisse remarquablement à la hauteur de cette ambition, notamment en proposant dans le troisième chapitre une stratégie militaire détaillée capable de porter la grande stratégie développée dans le livre.

Mais il faut d'abord comprendre de quoi il s'agit, car les méprises sont fréquentes, dès lors qu'il est question de l'hégémonie libérale. Et, sur ce point, deux considérations structurent l'ouvrage. L'une concerne le *pedigree* de l'hégémonie libérale ; l'autre, qu'analyse l'essentiel de l'ouvrage, renvoie à la posture stratégique qui en résulte.

Sur le premier volet, le libéralisme hégémonique consacre la convergence et la fusion déconcertante de deux ensembles d'idées : la sécurité coopérative (courante chez les démocrates et portée en son temps par Madeleine K. Albright) et la suprématie stratégique (influente dans les cercles républicains, théorisée et appliquée, avec l'héritage international que l'on sait, par les néo-conservateurs). Prenant appui sur ces deux courants, le libéralisme hégémonique est donc un amalgame intellectuel auquel souscrivent désormais tant les républicains que de nombreux démocrates, et ce depuis au moins Bill Clinton. Il est sous-tendu par une conviction simple (peut-être trop simple justement) : la sécurité nationale des États-Unis ne peut être réalisée qu'à travers la défense et la promotion de valeurs associées à la société occidentale, dont ils sont les représentants et les garants : droits de l'homme, règles de droit, gouvernance démocratique, liberté des marchés, etc. En sens contraire, les menaces émanent principalement de sociétés qui ne partagent pas ces valeurs. Ce sont là, somme toute, des considérations familières.

En fait, là où Posen voudrait tracer les implications stratégiques du libéralisme hégémonique, c'est au niveau, non pas du contenu des menaces, mais plutôt de la justification des priorités, de leur crédibilité, de leur articulation plus ou moins réussie au cadre idéologique. Tel est, au fond, le contenu du second volet. Pour le libéralisme hégémonique, en effet, la lutte pour les valeurs occidentales doit encourager les États-Unis à consolider leur puissance militaire et à intervenir partout où ces valeurs sont contestées. Conséquence inéluctable selon Posen : une tendance pathologique au surinvestissement militaire sous le spectre de l'« étirage stratégique » (*strategic overstretch*). Ainsi, donc, il y aurait entre le libéralisme hégémonique, d'une part, et les dépenses militaires et les guerres, d'autre part, une filiation inconfortable sur laquelle le moment est venu de s'interroger, si les États-Unis veulent éviter la dispersion

et l'épuisement stratégiques.

Que faire ? Pour Posen, il faut procéder en front inversé. Au lieu de maintenir sous perfusion une politique étrangère au service de l'hégémonie libérale, expansive et onéreuse, il faudrait, au contraire, adopter une grande stratégie de la retenue, moins coûteuse et davantage responsabilisante. Un exemple que Posen considère particulièrement approprié à une stratégie de la retenue est celui de la sécurité européenne. Au vrai, l'idée de base est que l'Union européenne a tendance à faire porter l'effort de sa défense aux États-Unis, par l'entremise de l'OTAN. Et le fait que les États-Unis continuent de promettre leur soutien constant aux Européens n'incite guère ces derniers à se soucier de manière plus sérieuse de leur propre défense. Certains, comme l'Allemagne, au regard de leur poids politique et de leur assiette démographique, sous-investissent de manière chronique. Un problème similaire, mais aux origines et manifestations différentes, se pose avec le Japon.

Enfin, les États-Unis sont victimes d'alliés imprudents dont les actions affectent négativement leur image et tempèrent leur influence. Le cas d'Israël illustre cette situation. La stratégie de la retenue n'a qu'un seul pivot : la sécurité nationale, c'est-à-dire la défense de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la sûreté et de la position de puissance. Elle doit s'abstenir de trop vouloir interpréter tous les défis internationaux en enjeux de sécurité nationale pour les États-Unis, parce que ce n'est pas toujours vrai et que c'est rarement utile pour eux. Très peu d'intérêts sont réellement vitaux pour les États-Unis ; cette évidence doit conférer à la retenue stratégique un surcroît de pertinence.

Comment procéder ? La solution discutée par Posen consiste à s'inspirer, tant figurativement que littéralement, de la stratégie maritime. En d'autres termes, la stratégie de la retenue peut accomplir son programme en concentrant son action sur le contrôle des médias par lesquels transitent les communications globales (matérielles et non matérielles). Ce qui passe par le développement de capacités d'influence et de dissuasion. En d'autres termes, pour Posen, les États-Unis doivent construire l'équivalent stratégique d'une maîtrise des océans, adaptée aux intérêts et menaces actuels.

Dans un environnement marqué par un consensus en rangs serrés autour de la nécessité d'un ordre libéral dominé par les États-Unis, lesquels contiendraient fermement l'émergence d'un rival, cette prise de position n'a pas tardé à susciter des réactions virulentes. Et Robert Kagan a été l'un des premiers à ouvrir les hostilités. Le contraste avec ce qui se passe généralement en Europe est pédagogiquement intéressant. En France, par exemple, même la publication du Livre blanc est rarement suivie de débats universitaires. On peut le regretter, mais il est plus utile d'en comprendre les ressorts ; les résultats de leurs travaux sont peu pris en compte dans le processus de rédaction du Livre blanc. Et si Posen peut examiner les effets du libéralisme hégémonique et proposer un retour à la retenue, c'est aussi parce qu'il sait, lui qui dirige un centre qui entretient des rapports privilégiés avec le ministère de la défense (DoD), qu'il y sera lu et probablement invité à en discuter. Le livre de Posen est donc, à cet égard, l'expression la plus manifeste des bénéfices mutuels qu'universitaires et personnels de défense peuvent tirer de relations ouvertes et rigoureuses.

**Thierry Balzacq**

## DOSSIER STRATÉGIQUE

**LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU CONSEIL DE  
COOPÉRATION DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT :**

*Sous la direction de FATIHA DAZI-HÉNI*

- **LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LES  
« PRINTEMPS ARABES ».**

FATIHA DAZI-HÉNI  
*Mis à jour le 2 avril 2015*

- **LA DIPLOMATIE JORDANIENNE ET L'INFLUENCE DES PAYS DU GOLFE.**

ELISABETH MARTEU  
*Rédigé en février 2015*

- **GOLFE—ÉGYPTE : UNE RIYAL POLITIK AU SERVICE D'UNE PLUS GRANDE AUTONO-  
MIE STRATÉGIQUE ?**

EMMA SOUBRIER  
*Rédigé en février 2015*

- **LES IMPACTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE L'ENGAGEMENT ANTI-  
JIHADISTE SAOUDIEN.**

DOMINIQUE THOMAS  
*Rédigé en février 2015*

**AVERTISSEMENT**

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.  
Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.



## INTRODUCTION

La vague de soulèvements populaires dans le monde arabe en 2011 contre des régimes autoritaires établis depuis deux voire trois ou quatre décennies (Tunisie, Égypte, Yémen, Libye, Syrie – en additionnant la gestion du pouvoir par Assad père et fils –) a d'abord provoqué un effet de surprise sur la scène internationale. Un sentiment d'inquiétude s'est ensuite emparé des monarchies du Golfe, qui ont tous opté pour un recours aux financements d'État visant à pacifier le contexte social intérieur dans l'objectif d'éloigner le souffle des révoltes en provenance d'Afrique du Nord, et notamment d'Égypte. Un contexte régional de confusion domine depuis, avec les situations de chaos en Syrie, Libye, Yémen et en Irak. L'absence d'un *leadership* américain affirmé et l'impuissance structurelle des institutions monétaires internationales et de l'Union européenne à engager des initiatives pour soutenir les processus de transition (comme en Europe centrale et orientale dans les années 1990) accentuent cette impression d'une vacance de *leadership* laissant la place au désordre et au chaos où les organisations jihadistes (Daech et filières d'Al-Qaïda) prospèrent.

Ce vide a non seulement ouvert la voie à une diplomatie iranienne plus interventionniste dans la région mais a également occasionné une réplique inédite des monarchies du Conseil de Coopération du Golfe. Elles sont dès lors engagées unilatéralement et sans parrainage américain dans une diplomatie proactive mais désordonnée.

La deuxième Lettre 2015 de l'IRSEM présente quatre contributions portant sur l'émergence d'une diplomatie régionale des pays du Golfe au Moyen-Orient qui a pour vocation de sécuriser ses intérêts et de contrer la politique d'influence iranienne dans l'Orient arabe.

La première contribution, de Fatiha Dazi-Héni (chercheur Moyen-Orient – Golfe/IRSEM), sera destinée à évaluer la diplomatie proactive des pays du Golfe au Moyen-Orient depuis les « printemps arabes ».

Elisabeth Marteu (spécialiste Proche-Orient/IEP Paris) s'attachera à montrer comment, en dépit de l'influence financière considérable qu'exercent les riches monarchies du Golfe sur le royaume hachémite, la Jordanie parvient à préserver une diplomatie équilibrée, en raison notamment d'un soutien israélo-américain indéfectible.

Emma Soubrier (doctorante rattachée à l'IRSEM/Université Clermont-Ferrand), évaluera, pour sa part, l'impact de la diplomatie économique des pays du Golfe sur l'Égypte.

Enfin, Dominique Thomas (chercheur associé à l'EHESS sur l'islam radical) étudiera les impacts de l'engagement du royaume saoudien dans sa lutte anti-Daech et anti-Al-Qaïda sur sa sécurité intérieure.



## LA DIPLOMATIE PROACTIVE DES PAYS DU GOLFE AU MOYEN-ORIENT DEPUIS LES « PRINTEMPS ARABES »

FATIHA DAZI-HÉNI<sup>1</sup>

Face aux soulèvements populaires arabes, la diplomatie des monarchies du Golfe s'est déployée dans l'urgence afin de se prémunir d'un chaos perçu comme contagieux. En agissant en ordre dispersé, les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)<sup>2</sup> ont tenté de faire contrepoids à l'instabilité régionale qui secoue le monde arabe depuis 2011. Alors que Washington observait avec bienveillance ces soulèvements contre des pouvoirs autocratiques, y décelant une opportunité de changements et d'ouverture (en témoigne la désolidarisation rapide avec le président Moubarak, allié de 30 ans), l'Arabie saoudite, clé de voûte du CCG, a tenté d'imposer une ligne conservatrice articulée autour de l'axe monarchique arabo-sunnite (CCG + Jordanie, voire Maroc) et d'une coopération sécuritaire renforcée avec l'Égypte.

L'arrivée sur le trône du roi Salman, à la suite du décès du souverain Abdallah, le 23 janvier 2015, ne rompt en aucune façon avec les grandes lignes diplomatiques traditionnelles du royaume, en maintenant une relation étroite avec Washington, (la visite d'une très importante délégation américaine accompagnant le président Obama, le 27 janvier 2015, l'atteste). Cependant, le *leadership* régional plus affirmé, méthodique et plus « soudé » sous le roi Salman marque une différence notable avec les hésitations de l'outil diplomatique saoudien à la fin du règne du roi Abdallah.

### Une approche régionale à rebours du « printemps arabe »

Alors que Washington a multiplié les ouvertures vers Téhéran (négociations pour parvenir à un accord définitif sur le nucléaire) et a affiché une position prudente en Syrie, le sentiment d'une crise de confiance s'est renforcé. Et la position de retrait américaine au Moyen-Orient a constitué le facteur déclencheur d'un volontarisme inédit de ces pays pour prendre leur destin sécuritaire en main.

Riyad et Abu Dhabi étaient déjà intervenus à Manama en 2011, sous couvert de la force militaire commune du CCG, « bouclier de la péninsule », pour sauver la dynastie sunnite Al Khalifa, menacée par un soulèvement populaire chiite. Sur le conflit syrien, Doha et Riyad (bien que rivaux) ont constitué les principaux soutiens aux insurgés pour mettre en échec le régime Assad et son allié iranien. Avec le retournement de la situation en Égypte, al-Sissi devient l'allié régional prépondérant des pays du Golfe.

Le double objectif diplomatique du CCG : d'une part, enrayer l'influence iranienne en Syrie en faisant échec au régime d'Assad, et d'autre part, réduire à néant les Frères musulmans (FM) dans la région, est loin d'être atteint. Assad est conforté par Daech, qui s'installe dans une partie de l'Irak et de la Syrie et apparaît même comme le seul rempart à la montée en puissance des jihadistes.

Si le premier objectif assigné est un échec cuisant, le second apparaît comme un demi-succès, en raison de l'affaiblissement manifeste des FM en Égypte, de leur revers politique en Tunisie et d'une certaine mise au pas du Qatar qui a dû réduire son soutien aux FM. La lutte anti FM menée par Riyad (sous le règne du roi Abdallah) au Yémen lui a néanmoins valu son plus cinglant revers régional, ce dont Téhéran tire aujourd'hui profit. Avec un coup d'État parachevé le 6 février 2015 par les miliciens Houthis du groupe Ansar Allah<sup>3</sup> au Yémen, le royaume se perçoit dorénavant cerné par la menace jihadiste et chiite (voir D.Thomas).

L'approche régionale proactive du CCG conduite sous la houlette saoudienne contre l'Iran, les chiites, les Frères musulmans et les groupes jihadistes a contribué à remettre en question la place du royaume comme le *leader* incontesté du monde sunnite.

## Une diplomatie du Golfe réduite à un rôle de gardien de « citadelle assiégée »

En dépit de désaccords entre pays membres du CCG et depuis l'accord de Riyad de novembre 2014<sup>4</sup>, une action diplomatique plus concertée s'est néanmoins élaborée au fur et à mesure que la menace régionale s'accroissait : jihadisme - Daech en Irak et en Syrie -, AQPA (Al-Qaïda dans la péninsule Arabique) et avancée des Houthis au Yémen - avec une influence iranienne grandissante. Aussitôt que la menace augmentait, un resserrement des liens entre les États s'opérait.

Cette situation a permis à Riyad de reprendre l'initiative pour fixer le cap : préserver le *statu quo* pour maintenir la stabilité dont seul le CCG peut encore se prévaloir dans la région. C'est ce qui importe le plus à Riyad qui s'accommode des diverses sensibilités tant qu'elles ne touchent pas au cœur des légitimités dynastiques.

Ainsi, en dépit des divergences de perception sur la menace iranienne, Oman est parvenu à imposer sa relation politique privilégiée avec l'Iran, comme Dubaï l'a fait sur le plan commercial, ou Koweït, dans une dimension socioculturelle avec sa communauté chiite persanophone. De même, les velléités d'Abu Dhabi de devenir le « *hard power* » du CCG aux côtés de la coalition anti-Daech ou auprès de l'Égypte et jusqu'en Libye, n'entrent pas en contradiction avec le cap fixé par Riyad pour maintenir le *statu quo*.

En revanche, lorsqu'à l'instar du Qatar, l'objectif est de privilégier l'option des FM, perçue comme une alternative politique aux pouvoirs dynastiques du Golfe, cela devient inacceptable. Ainsi, à défaut de succès régional, Riyad veille à sécuriser le CCG.

## Le CCG en quête d'alternative complémentaire à la protection américaine

Le CCG souhaite mettre dorénavant en place une diplomatie régionale alternative (sans passer par Washington mais en phase avec ses intérêts) en privilégiant une alliance stratégique avec l'Égypte et la Jordanie (dont la coopération militaire avec le Golfe est dense). Avec l'appui de partenaires régionaux qui entretiennent des relations privilégiées avec l'appareil sécuritaire israélien, les pays du Golfe tentent d'imposer à l'administration Obama leurs priorités dans l'agenda moyen-oriental. Le couple Riyad - Abu Dhabi qui préconise l'approche la plus sécuritaire du CCG souhaite voir l'armée égyptienne incarner, avec l'appui de la Jordanie (voir E. Marteu), une profondeur stratégique au Moyen-Orient que les armées du Golfe ne sont pas en mesure d'assurer, de la même manière que le Pakistan sert à ces pays de contrepoids à l'Iran dans le domaine nucléaire.

La formation d'une coalition sunnite, le 26 mars 2015, pour conduire des frappes au Yémen dans l'objectif de stopper la progression des Houthis, qui ont pris le contrôle de la capitale yéménite Sanaa et s'apprêtaient à prendre Aden, la grande ville du sud du pays, s'est concrétisée sous les auspices de l'Arabie saoudite du roi Salman. Celle-ci comprend cinq pays membres du CCG à l'exception du sultanat d'Oman (qui se réserve le rôle de médiateur pour une sortie de crise) et de quatre autres acteurs régionaux : Égypte, Jordanie, Soudan, Maroc, ainsi que de l'appui diplomatique formel du Pakistan et de la Turquie. Cette coalition s'inscrit clairement dans une stratégie d'assertion régionale, contraignant Washington à soutenir officiellement cette opération sur le plan diplomatique et logistique.

En procédant à la hiérarchisation des menaces, le roi Salman, contrairement à son prédécesseur, n'estime pas que les FM constituent une menace immédiate, mais considère que le dossier yéménite et la menace jihadiste sont hautement prioritaires, car la crise yéménite et la crainte qu'inspirent les jihadistes ont un impact direct sur la politique intérieure du royaume.

C'est donc sur fond de guerre sectaire croissante : sunnites *versus* chiites, que le royaume pilote une coalition destinée à dissuader l'Iran de soutenir plus avant les Houthis, et ce faisant à imprimer leur présence sur le détroit stratégique de Bâb-el-Mandeb, en plus de celle qu'assure Téhéran sur le détroit d'Ormuz.

Cette évolution, ajoutée à la décision prise lors du sommet des chefs d'État de la Ligue arabe à Charm el-Cheikh (28-29 mars) de constituer prochainement une force militaire arabe conjointe initiée par l'Égypte et les pays du CCG, sont un signe manifeste de la volonté des pays du Golfe d'imprimer leurs choix sur leur destin sécuritaire. Le principe d'un accord-cadre sur le dossier nucléaire iranien avec les P5+1 conclu jeudi 2 avril 2015 marque une étape nouvelle de l'approche sécuritaire régionale. Dans ce contexte le royaume saoudien, appuyé par nombre d'acteurs régionaux arabo-sunnites, a la ferme intention de peser activement sur l'avenir de l'architecture de la sécurité régionale dans l'objectif de ne pas laisser à l'Iran le statut de seule puissance régionale incontournable que la république islamique est parvenue à imposer, notamment depuis 2003 en Irak, puis davantage avec la crise syrienne depuis 2011, et aujourd'hui, clairement en actant le principe d'un accord cadre pour la surveillance internationale de son programme nucléaire.

L'autre facteur de la volonté, notamment de Riyad, de trouver une alternative à sa dépendance stratégique avec Washington est sa politique agressive pour défendre ses parts de marché dans l'économie pétrolière mondiale. En dépit de la baisse de la demande pétrolière et en raison d'une plus faible croissance chinoise, Riyad a su convaincre ses principaux partenaires du Golfe (EAU et Koweït) de soutenir sa politique de maintien des quotas de production au sein de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Cette stratégie vise à réduire l'exploration des gaz et pétrole de schiste en Amérique du Nord. Avec la diminution de près de 60 % du prix : 115 \$ en juin 2014 contre un peu plus de 50 \$ en mars 2015, Riyad prévoit que ce prix incitera à la fermeture de plateformes qui explorent aujourd'hui à perte. Pour l'année 2015, ces trois pays sont en mesure de supporter l'effondrement du cours en raison des importantes réserves en liquidités accumulées au cours des cinq dernières années.

Le caractère inédit d'une diplomatie régionale conjointe des pays du Golfe (en dépit de certaines différences), et conduite sous le *leadership* saoudien marque une rupture nette avec l'approche diplomatique traditionnelle du royaume qui se satisfaisait d'un rôle de « second rideau » et d'une diplomatie plus souterraine et discrète. Cependant, le risque d'un enlisement de la crise yéménite pourrait être lourd de conséquences pour le royaume qui se voit dans l'obligation de réussir le pari d'une sortie de crise à défaut de s'embourber dans un conflit qui pourrait se propager au sein même du royaume. *A contrario*, une sortie de crise sur le Yémen pourrait mettre à profit le rôle alternatif du sultanat d'Oman, qui, en accord avec Riyad, devrait jouer un rôle central de médiation pour le compte du CCG parallèlement aux P3 (États-Unis, Grande-Bretagne et France).

### Notes

<sup>1</sup> Chercheur Moyen-Orient— Golfe / IRSEM et IEP Lille

<sup>2</sup> Le CCG a été créé le 25 mai 1981 à Abu Dhabi. Il comprend les 6 monarchies de la péninsule Arabique : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

<sup>3</sup> Un « Comité révolutionnaire » dirige dorénavant la « Révolution ». Son chef, Mohammad Ali Al-Houthi, cousin du chef des miliciens, centre *de facto* les pouvoirs d'un chef d'État.

Voir <http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/02/09/au-yemen-les-houthistes-parachevent-leur-coup-d-etat>.

<sup>4</sup> En raison de désaccords sur la ligne à adopter sur l'Égypte et les FM que le Qatar soutient, Riyad, Abu Dhabi et Manama ont rappelé leurs ambassadeurs à Doha, le 5 mars 2014. Ces derniers ont rejoint leur poste après l'accord de Riyad du 16 novembre 2014 qui a entériné la réconciliation des quatre États et a permis au Qatar d'assurer la présidence rotative du CCG en 2015.

## LA DIPLOMATIE JORDANIENNE ET L'INFLUENCE DES PAYS DU GOLFE

ELISABETH MARTEU<sup>1</sup>

La question des relations entre la Jordanie et les pays du Golfe a pris une nouvelle dimension depuis les révoltes arabes de 2011. Jusque-là, les relations entre les Hachémites et les Saoud avaient été jalonnées de frictions dans la gestion des lieux saints de l'islam, dans la politique étrangère de leur royaume (exemple de la guerre du Golfe de 1990) ou encore dans leur identité islamique. La vague des soulèvements populaires en 2011 a poussé les monarchies arabes à consolider leurs relations pour faire face à des menaces communes (jihadisme, risques de débordement des crises au Levant), dans un contexte de réticence américaine à gérer les conflits du Moyen-Orient. Cependant, au regard d'intérêts et de positionnements géostratégiques propres, les pays du Golfe et la Jordanie optent pour des stratégies diplomatiques distinctes. En dépit de l'importance de la diplomatie économique saoudienne en Jordanie<sup>2</sup>, cette dernière opte pour une position d'équilibriste en s'adossant aux intérêts de l'axe sunnite Le Caire – Riyad – Abu Dhabi, tout en maîtrisant autant que possible les conséquences d'un environnement volatile sur sa propre sécurité intérieure. De fait, si les pays du Golfe tentent actuellement de dépasser leurs divergences<sup>3</sup> et de renforcer leur influence dans la région, en promouvant un axe sunnite, le fragile royaume hachémite essaie, lui, de ménager tous ses interlocuteurs (notamment sunnites et chiites en Syrie et en Irak) et de dialoguer avec l'ensemble de ses voisins (y compris Israël). Cette politique de compromis est mise à mal par l'enlisement de la crise syrienne, l'expansion régionale des groupes jihadistes et la pérennisation de l'opposition Riyad – Téhéran, sur fond de situation socioéconomique intérieure extrêmement volatile<sup>4</sup>.

### Renforcement des monarchies arabes et d'un ordre contre-révolutionnaire

Quatre ans après le début des révoltes arabes, force est de reconnaître que l'échec des transitions démocratiques a consacré la victoire des régimes monarchiques qui, bien mieux que les républiques (hormis l'Algérie), ont su résister et même consolider leur gestion autoritaire. Les pays du Golfe, en premier lieu l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU), ont opté pour un strict contrôle et verrouillage sécuritaires afin d'éviter toute contagion des mouvements d'opposition sur leur territoire, en particulier des Frères musulmans.

La proposition d'intégration de la Jordanie et du Maroc au sein du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), en mai 2011, avait pour objectif de renforcer les relations entre les forces contre-révolutionnaires du Maghreb et de la péninsule Arabique. Si cette intégration régionale n'a pu avoir lieu, elle a néanmoins confirmé la volonté des pays du Golfe de resserrer les liens avec les deux autres monarchies arabes dotées d'appareils militaires compétents.

Si la Jordanie a concédé de légères réformes, elle a su aussi, bien mieux que ses homologues du Golfe, jouer sur le contrôle des mouvances radicales et l'intégration politique des Frères musulmans pour mieux les encadrer. Le Front de l'action islamique est ainsi le bras politique autorisé des Frères musulmans. En boycottant les élections parlementaires, en participant régulièrement à des manifestations de protestation contre le régime, les Frères jordaniens trouvent des fenêtres d'expression. Cependant, la chute de Mohammed Morsi durant l'été 2013 les a durement affectés, alors même que l'expansion jihadiste dans la région a coalisé contre eux l'ensemble des forces redoutant la chute de la monarchie hachémite. L'environnement sécuritaire chaotique de la Jordanie a également nourri une discorde interne au mouvement, comme l'illustre l'émergence de l'initiative dissidente Zamzam en 2012. Cette dernière est née d'une volonté d'une partie des Frères jordaniens de prendre ses distances avec la confrérie et de se centrer sur des problématiques proprement nationales. Ces dissensions ont affaibli la mouvance qui cherche aujourd'hui à rassurer la monarchie sur sa loyauté, alors même que les services de sécurité procèdent à des vagues d'arrestations dans leurs rangs.

### La Jordanie en position d'équilibriste sur le dossier syrien

Alors que la Jordanie avait toujours privilégié une position de compromis et de discrétion dans le jeu régional, elle subit aujourd'hui les conséquences de son exposition sur le dossier syrien.

En dépit des relations étroites entre la Jordanie et la Syrie, le roi Abdallah II a été l'un des premiers dirigeants arabes à appeler en 2011 le président syrien à « quitter le pouvoir ». À partir de 2012, la Jordanie a fait ouvertement le choix du soutien à l'insurrection syrienne, en laissant transiter sur son sol les armes saoudiennes destinées aux combattants de l'Armée syrienne libre et en contribuant, aux côtés des Américains, à la formation de combattants et à l'accueil des déserteurs. Cet engagement assumé de la Jordanie contre le régime Assad n'a pas mis fin aux contacts entre les deux pays, notamment au niveau diplomatique et des appareils de renseignement. Amman a ainsi toujours cherché à conjuguer une assistance aux rebelles et des relations d'intérêts avec le pouvoir syrien. Ce jeu d'équilibriste est d'autant plus instable aujourd'hui que les Jordaniens ont pris conscience des capacités limitées de l'opposition syrienne. Face à l'extrême fragmentation des groupes armés, à la montée en puissance des jihadistes (notamment de Daech), aux alliances de terrain fréquentes entre les groupes dits « modérés » et Jabhat al-Nusra (y compris dans le sud), les autorités jordaniennes seraient en train de réévaluer leur position sur le soutien à l'opposition syrienne.

Dans ce contexte troublé, la lutte anti-jihadiste s'est imposée comme la priorité de la monarchie hachémite. La Jordanie a accepté de participer aux frappes conduites par les États-Unis et les pays arabes depuis septembre 2014 en Syrie. La capture et la récente exécution par Daech d'un pilote jordanien qui participait aux frappes de la coalition ont certes favorisé un élan de solidarité nationale, mais elles contribuent aussi à renforcer les positions de ceux qui reprochent aux autorités jordaniennes leur alignement sur l'Arabie saoudite et les pays occidentaux. Pour les forces de gauche, comme pour les Frères musulmans, cette diplomatie proactive favoriserait la mise en danger du royaume, à l'heure où les groupes jihadistes, proches de Daech et d'Al-Qaïda se développent dans le pays. La radicalisation des milieux salafistes jordaniens inquiète les autorités qui procèdent régulièrement à des arrestations et qui ont même décidé, au mois de décembre 2014, de réinstaurer la peine de mort (soumise à un moratoire depuis 2006).

### La Jordanie se tient en marge du conflit entre Riyad et Téhéran sur les crises régionales

Amman ne partage pas la vision anti-chiite et surtout anti-iranienne qui sous-tend l'engagement des pays du Golfe dans les crises régionales. Le royaume hachémite a donc entretenu des relations autant avec le pouvoir alaouite de Damas qu'avec le pouvoir chiite de Bagdad après 2003.

Même si les relations entre la Jordanie et l'Iran ont été difficiles après la révolution islamique, notamment en raison du parti pris du roi Hussein pour l'Irak dans sa guerre contre l'Iran (1980-1989), les deux pays n'entretiennent pas de conflits directs. Si la Jordanie se refuse à tout rapprochement significatif avec l'Iran (en dépit des tentatives de Téhéran), préférant naturellement s'inscrire dans le sillage de l'axe sunnite, elle est liée à Bagdad par des intérêts énergétiques, par des connexions tribales sunnites, par la présence de dizaines de milliers de réfugiés irakiens en Jordanie et par une même proximité avec Washington. Sur le dossier irakien, Amman a donc fait le choix de la plus grande prudence. Si la Jordanie estime, à l'instar des monarchies du Golfe, que Maliki porte une responsabilité dans l'insurrection sunnite qui s'est alliée à Daech, elle accepte aujourd'hui d'œuvrer discrètement auprès des tribus d'Al Anbar pour les désolidariser des jihadistes.

Par conséquent, même si la Jordanie représente un pôle essentiel d'un axe sunnite émergent sous l'impulsion du Golfe, la singularité historique et géostratégique de la monarchie hachémite devrait l'obliger à poursuivre durablement son jeu d'équilibriste.

#### Notes

<sup>1</sup> Spécialiste du Proche-Orient (Sciences Po).

<sup>2</sup> En 2012, l'Arabie saoudite était le premier pays importateur en Jordanie, tandis que Riyad représentait le deuxième partenaire d'Amman à l'exportation après Bagdad (*International Monetary Fund : Direction of Trade Statistics Yearbook*, 2013).

## GOLFE – ÉGYPTÉ : UNE RIYAL POLITIK AU SERVICE D'UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE STRATÉGIQUE ?

EMMA SOUBRIER<sup>1</sup>

L'utilisation par les pays du Golfe de leur manne financière à des fins de rayonnement et d'influence n'est pas nouvelle. Leur diplomatie économique a même une dénomination spécifique : la *riyal politik*, *realpolitik* déployée grâce au *riyal*<sup>2</sup>. Cependant, les « printemps arabes » ont fait évoluer les pratiques de *riyal politik* des pays du Golfe. D'un instrument à visée accommodatrice, leur poids économique est devenu un véritable outil de puissance, c'est-à-dire un instrument à visée transformatrice des dynamiques régionales dans le but d'y défendre leurs intérêts<sup>3</sup>. A cet égard, l'Égypte est un cas d'étude des plus intéressants.

### La diplomatie économique du Golfe en Égypte : une pièce en trois actes

La vacance d'un *leadership* régional a incité les pays du Golfe à s'établir comme « nouveau centre de gravité » du monde arabe, utilisant leur puissance économique pour peser sur le cours des événements. L'Égypte est un cas emblématique car elle a été le théâtre d'une lutte d'intérêts monnayée entre les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, les EAU et le Qatar. Ceci a mis en évidence les perceptions et les enjeux stratégiques contrastés sous-tendant leurs actions.

Depuis la chute du président Moubarak en février 2011, la diplomatie économique du Golfe en Égypte a connu trois temps. Le premier « acte » se déroule de février 2011 à juin 2012. À cette période, où la transition est assurée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), ces trois États promettent des aides financières de près de 17 milliards de dollars à l'Égypte – Arabie saoudite \$ 4 milliards, EAU \$ 3 milliards et Qatar \$ 10 milliards. Début 2012, cependant, un seul milliard a été déboursé, réparti entre l'Arabie saoudite et le Qatar. Le reste aurait été suspendu en raison de l'instabilité du pays. Soulignons également que certaines initiatives diplomatiques du gouvernement transitoire dans la région déplaisent aux monarchies : réconciliation entre factions palestiniennes ( Hamas et Fa-tah) ou rapprochement avec l'Iran.

Le deuxième « acte », de juin 2012 à juin 2013, correspond au mandat du président Morsi. Cette période montre à quel point le soutien économique du Golfe diffère d'autres formes d'assistance internationale plus « conventionnelles ». En effet, il est essentiellement lié à des courants politiques spécifiques, et non conditionné par des engagements préalables du bénéficiaire, comme des réformes de gouvernance ou une plus grande transparence. De fait, la victoire des Frères musulmans jette un froid sur les relations entre le Caire, Riyad et Abu Dhabi, tandis que Doha adopte une position opposée, en annonçant 7 milliards de dollars de prêts d'urgence et d'aide financière directe ainsi qu'un investissement de 18 milliards de dollars sur 5 ans pour relancer l'économie du pays.

Avec le troisième « acte », depuis lors, la boucle du Printemps égyptien est bouclée, l'autoritarisme est réaffirmé. L'arrivée au pouvoir du général Abdel Fattah al-Sissi sonne le retour du soutien politique et financier de l'Arabie saoudite et des EAU, ainsi que du Koweït : 12 milliards de dollars d'aides sont annoncés. Ces trois « actes » mettent au jour la divergence de perceptions des pays du CCG vis-à-vis de la mouvance des Frères musulmans. Tandis que l'Arabie saoudite et les EAU considèrent la Confrérie comme une menace existentielle, le Qatar l'a perçue comme un vecteur potentiel de son influence sur la scène régionale<sup>4</sup>. Cette dynamique économique des monarchies de la péninsule en Égypte est également à analyser au prisme de la relation de ces dernières avec les États-Unis, dont elles craignent et critiquent le désengagement de la région.

## Les pays du Golfe en Égypte: une partie de billard à trois bandes avec les États-Unis ?

Il est intéressant de noter la volonté des États du CCG de compenser par leur soutien financier à l'Égypte les sanctions occidentales éventuelles, lorsque l'Union européenne comme les États-Unis envisagent de suspendre partiellement leur aide au regard des événements de l'été 2013. Les pays du Golfe envoient un message clair : ils s'estiment dorénavant dans une relation d'égalité avec les pays occidentaux pour ce qui est de fixer les règles du jeu dans la région.

Les États-Unis sont particulièrement visés par ces prises de position fermes des pétromonarchies. Le mécontentement et la défiance de ces dernières vis-à-vis de Washington – pour son « abandon » de Moubarak et son accueil trop chaleureux de Morsi, entre autres « trahisons » – sont assez largement partagés par le nouvel homme fort de l'Égypte, le Général al-Sissi. Ensemble, les États du CCG et l'Égypte auraient-ils décidé de s'affranchir en partie de la tutelle américaine ?

Des sursauts en ce sens sont à noter dans les domaines de l'armement et de la coopération militaire. Rappelons que les États-Unis ont, depuis l'accord de paix israélo-égyptien de 1979, apporté une aide totale de près de 70 milliards de dollars à l'Égypte, dont la moitié a servi à acheter des équipements militaires américains. Leur aide militaire au Caire, qui s'élève à 1,3 milliard de dollars par an, représente 80 % du budget d'acquisition annuel des forces armées égyptiennes. L'annonce, fin 2013, d'une suspension partielle de ces aides et de la livraison de plusieurs équipements militaires pourrait avoir été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

La visite du président al-Sissi en février 2014 à Moscou aurait inclus la signature de contrats d'armement pour une valeur de 2 milliards de dollars, acquittée pour partie par les Saoudiens, Émiriens et Koweïtiens. En termes de coopération militaire, soulignons le rapprochement opéré entre les EAU et l'Égypte depuis juillet 2013. Outre les démonstrations officielles d'une plus grande proximité, leur intervention en Libye en août 2014, sans consultation préalable avec les Américains, confirme la volonté des pays du Golfe de capitaliser sur l'Égypte pour tenter de s'affranchir des États-Unis.

Malgré des signes tangibles d'une volonté de plus grande autonomie stratégique – ou, *a minima*, de diversification des garanties de sécurité et d'approvisionnement en équipements militaires –, plusieurs facteurs incitent à la prudence pour ce qui est d'anticiper les tendances régionales. Rappelons que les pays du CCG sont eux-mêmes extrêmement dépendants des États-Unis pour leur sécurité et stabilité, ce qui réduit leur marge de manœuvre.

Néanmoins, le changement de *leadership* en Arabie saoudite accélère la volonté d'engagement des acteurs arabes régionaux comme l'indique la création de la coalition « Tempête décisive » et l'annonce d'une future force arabe conjointe pour combattre les groupes jihadistes (voir F. Dazi-Héni).

### Notes

<sup>1</sup> Doctorante rattachée à l'IRSEM Université d'Auvergne (Clermont I).

<sup>2</sup> Nom de la monnaie saoudienne, ici utilisé pour désigner l'argent de tous les pays du Conseil de coopération du Golfe.

<sup>3</sup> Emma Soubrier, « La diplomatie économique des pays du Golfe à l'aune du Printemps arabe : du rayonnement à la puissance », dans Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff, *Annuaire Afrique du Nord Moyen-Orient 2014-2015*, Paris, La Documentation française, 2014, p. 124.

<sup>4</sup> Voir : Stéphane Lacroix, "Saudi Arabia's Muslim Brotherhood Predicament", *The Washington Post*, 20 mars 2014 ; Kristian C. Ulrichsen, "Egypt-Gulf Ties and a Changing Balance of Regional Security", *The Cairo Review of Global Affairs*, 12 janvier 2015.

## LES IMPACTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE L'ENGAGEMENT ANTI-JIHADISTE SAOUDIEN

DOMINIQUE THOMAS

La montée en puissance d'organisations jihadistes radicales, comme l'État islamique (Daech), a largement contraint l'Arabie saoudite à s'engager dans une politique de lutte contre les groupes islamistes armés. Face à l'ampleur du phénomène Daech, l'Arabie saoudite a même accepté de participer à la coalition internationale menée par les États-Unis. Depuis le 23 septembre 2014, l'Arabie a ainsi contribué aux frappes qui ont été menées sur le territoire de la Syrie, aux côtés des États-Unis, de la Jordanie et de trois autres pays du Conseil de Coopération du Golfe (Qatar, EAU et Bahreïn). Les conséquences sécuritaires de cet engagement sur la stabilité intérieure du pays sont très importantes car la monarchie redoute les effets potentiels de l'ascension de Daech sur le territoire saoudien. En effet, Riyad envisage toujours un soutien aux forces modérées de l'insurrection syrienne (soutien financier et formation de combattants syriens) ; cette double position entretient la confusion dans les milieux radicaux saoudiens.

### Impacts et revers de l'engagement de Riyad dans la lutte anti-jihadiste

#### *Une législation de plus en plus répressive*

Face à la montée en puissance des groupes jihadistes en Syrie dans lesquels de nombreux Saoudiens sont présents, les autorités ont décidé depuis 2013 d'opérer un recensement plus encadré des fonds allant vers la Syrie. De même, en mars 2013, la présence de combattants saoudiens en Syrie a été rendue illégale par le ministère de l'Intérieur, dirigé par le prince Mohammad ben Nayef, qui s'est emparé de la gestion sécuritaire du dossier syrien. La proportion des combattants saoudiens en Syrie apparaît déjà en forte progression à partir de l'été 2012. Estimés actuellement entre 2500 et 3000, ils constituent, avec les Tunisiens, les Libyens et les Jordaniens, le réservoir de combattants étrangers le plus dynamique. Progressivement, les affiliations de ces combattants contribuent très largement à structurer les organisations jihadistes syriennes du type Jabhat al-Nusra (JaN), Daech et Ahrar al-Sham.

En février 2014, une liste d'organisations terroristes sur laquelle figurent l'Eiil et le JaN a été publiée. L'appartenance à ces organisations, leur soutien et/ou financement entraînent de lourdes sanctions pénales depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi. Elle a été promulguée pour criminaliser tout Saoudien impliqué dans des activités armées hors du territoire saoudien ou en lien avec des groupes classés sur des listes terroristes préalablement définies par le ministère de l'Intérieur. Des peines allant de trois à 20 ans de prison ont été prévues. Les autorités religieuses officielles ont multiplié les appels à ne pas se rendre en Syrie et se sont employées à délégitimer les actions et pratiques commises par les groupes jihadistes radicaux. Des mesures de contrôle des prêches ont été renforcées dans plus de 15 000 lieux de culte placés sous surveillance.

#### *Le rôle des religieux saoudiens dans la guerre d'influence entre Al-Qaïda et Daech*

Au printemps 2013, les principaux groupes jihadistes en Syrie entrent dans un conflit aux conséquences significatives pour la scène jihadiste internationale. Certaines figures religieuses saoudiennes vont alors rapidement tenter de s'imposer comme acteurs de médiation dans le jeu des rapports de force et d'influence au sein des jihadistes.

Al-Muhayssini tente en janvier 2014 d'imposer un arbitrage en prônant un arrêt des combats factionnels : une trêve durable entre groupes armés, la mise en place de tribunaux de conciliation et la fixation sur le régime des principaux objectifs de l'insurrection. D'autres jihadistes saoudiens appuient l'initiative d'al-Muhayssini, notamment pour atténuer les tensions entre Ahrar al-Sham et l'Eiil.

Les prédicateurs saoudiens qui avaient soutenu la formation du Front islamique se sont ralliés au front anti-EIIL. En mars 2014, plus de 47 oulémas, sous la direction d'Abdallah al-Ghunayman (figure respectée des oulémas du Qassim), appellent les combattants de Syrie à recadrer leur pratique concernant le jihad. Cette initiative illustre la volonté des cercles religieux de l'*establishment* saoudien d'imposer une orientation compatible avec les engagements de la monarchie concernant le soutien à l'insurrection armée contre le régime de Bachar al-Assad. La plupart des figures historiques du jihadisme en Arabie sont restées fidèles au courant qāidiste en exprimant leur soutien envers le JaN. Au Yémen, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) est composé de nombreux saoudiens demeurés soumis à l'autorité d'Al-Qaïda. Néanmoins en dépit de cette tendance, l'EIIL, autoproclamé État islamique en juin 2014, recevra l'appui de combattants saoudiens.

### La montée en puissance de Daech et ses impacts sur le territoire saoudien

Les victoires militaires de l'EIIL en Syrie et en Irak, puis l'annonce du califat ont rapidement confirmé l'attractivité de cette organisation dans les milieux radicaux de la monarchie, en particulier auprès des jeunes. Les anciens combattants saoudiens d'Irak des années 2000 (ceux qui sont revenus et les extradés) représentent un pôle d'attraction. Certains avaient déjà combattu dans les rangs de l'ex-EIIL. La présence de combattants saoudiens en Syrie et en Irak reste donc importante en dépit des mesures sécuritaires, et une large majorité a décidé de rejoindre les rangs de Daech.

Depuis mai 2014, les services de sécurité saoudiens de l'Intérieur (*mabahith*) ont annoncé avoir démantelé plusieurs dizaines de réseaux opérationnels en lien avec Daech sur leur territoire. Ces opérations se sont accompagnées de nombreuses arrestations dans les cercles radicaux. Les autorités s'appuient sur les institutions religieuses officielles pour tenter d'apporter une réponse idéologique au discours de Daech. Un communiqué du Conseil des grands oulémas, la plus haute institution religieuse du royaume, le 3 septembre 2014, a condamné les actions de Daech, au titre de crimes contre les musulmans. Ce conseil des grands oulémas a qualifié à diverses reprises Daech d'organisation « *Khawarij* ». De même, si les autorités, la presse et les institutions religieuses ont utilisé pendant de longues années la terminologie de « secte des égarés » pour qualifier la mouvance jihadiste, c'est la terminologie « groupes terroristes » qui est désormais d'usage. Ceci illustre un discours officiel saoudien plus agressif en matière de lutte anti-terroriste depuis la montée en puissance des jihadistes sur les trois grands fronts (Syrie, Irak et Yémen).

Après les succès de Daech en Irak, Riyad a, dès le 26 juin 2014, décidé de renforcer le contrôle de sa frontière et d'accentuer la surveillance des lieux de culte pour enrayer tout appel à rejoindre l'Irak. La monarchie redoute la prise de contrôle de postes frontaliers par des combattants jihadistes dans le sud de la province d'al-Anbar. Un déploiement de 30 000 soldats de la Garde nationale a été annoncé pour renforcer le dispositif à la frontière nord qui fait déjà l'objet d'un système de surveillance électronique d'alerte avancée, équipé de caméras thermiques. La réalité de cette menace a pris une nouvelle tournure avec l'incident du 5 janvier 2015, lorsque quatre assaillants ont tenté de pénétrer en territoire saoudien via le poste frontière nord de Suwayf.

Des événements précédents (août/septembre 2014) : arrestations, financements et filières de combattants, témoignent de liens entre milieux radicaux saoudiens et Daech, qui émanent de figures jihadistes encore détenues ou libérées après plusieurs années d'incarcération dans le royaume. L'attaque de novembre 2014 contre une *hussayniyya* (lieu de socialisation chiite) dans la Province orientale (al-Ahsa) à dominante chiite a également révélé la présence de réseaux opérationnels pro-Daech déterminés à mener des actions sur le territoire saoudien.

La menace que constituent AQPA, JaN et Daech amène la monarchie Al Saoud à durcir les mesures de contrôle sur son territoire au regard du nombre croissant de Saoudiens présents dans ces organisations. Cependant, le royaume est aussi engagé dans une politique offensive pour contenir l'influence de l'Iran et de ses alliés en Syrie, au Liban, en Irak et au Yémen. Or, l'orientation de cette politique peut difficilement se dissocier de l'action des groupes armés jihadistes, les plus fervents opposants aux chiites. Les choix difficiles qui ont conduit le royaume à opter pour une politique régionale plus agressive donnent au bilan une impression mitigée et confuse de son *leadership*.

Or, la mort du roi Abdallah, le 23 janvier 2015, a déjà entraîné une profonde restructuration de l'exécutif saoudien et de ses institutions. Renforcé par sa position de vice-prince héritier, Mohammad ben Nayef, ministre de l'Intérieur et en charge des dossiers sécuritaires, va sans doute poursuivre sa ligne dure contre les jihadistes, mise en place depuis 2003.

### Notes

<sup>1</sup> Chercheur associé à l'EHESS, spécialiste des mouvements jihadistes.

<sup>2</sup> Une loi identique existait déjà depuis août 2011 avec des peines prévues en fonction des activités exercées.

<sup>3</sup> L'EII tente une OPA sur le JaN en voulant fusionner ses branches en Irak et en Syrie pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant (EIIIL). Al-Qaïda décide alors du parrainage exclusif du JaN qui refuse la fusion et devient le rival de l'EIIIL. Chaque camp va entraîner dans son sillage les ralliements de ses partisans provoquant un éclatement plus prononcé du paysage islamiste en Syrie et ailleurs.

<sup>4</sup> L'exemple le plus symptomatique est le rôle joué par Abdallah al-Muhayssini, prédicateur originaire du Qassim qui est arrivé sur le front syrien à l'automne 2013.

<sup>5</sup> Cette coalition composée d'une demi-douzaine de groupes islamistes, dont les mouvements Ahrar al-Sham et Jaysh al-Islam, est créée en novembre 2013. Elle va rapidement recevoir le soutien de plusieurs figures saoudiennes de la Sahwa depuis l'Arabie.

<sup>6</sup> Déviante ou sortant de la Sunna, dénomination tirée du mouvement kharidjite qui est sorti à la fois de la Sunna et de l'arbitrage décidé face aux partisans d'Ali qui deviendront les chiïtes.

<sup>7</sup> Ils ont été tués au cours d'affrontements qui ont fait également trois morts au sein des garde-frontières, dont un officier général responsable du gouvernorat. Trois des quatre assaillants étaient des Saoudiens partis combattre en Syrie dans les rangs de Daech.





Thierry de Montbrial et Georges-Henri Soutou (dir.)

### *La Défense de l'Europe*

Hermann, 2015

**C**et ouvrage collectif a été réalisé sur la base des communications faites au colloque organisé par la

fondation Edouard Bonnefous de l'Institut de France les 15 et 16 novembre 2012.

Le parcours d'Edouard Bonnefous est largement évoqué dans cet ouvrage où il est présenté comme l'un des acteurs majeurs de la construction européenne après-guerre. Il a milité notamment pour une réforme de l'OTAN conduisant à une association renforcée de la défense européenne.

Bien que ce colloque ait eu lieu avant la crise ukrainienne, les réflexions des différents intervenants n'ont rien perdu de leur actualité. Elles abordent principalement les relations entre l'OTAN et la PSDC, et les relations entre l'UE et les États-Unis. Celles-ci sont analysées au prisme de l'attitude des trois principaux États européens, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France.

Plus précisément, des réflexions très pertinentes sur le concept d'Europe-puissance sont développées au travers des relations franco-allemandes et mènent à la conclusion que la notion de puissance fait l'objet d'une incompréhension autour de son interprétation entre les deux pays, mais également que la notion même de puissance a aussi fortement évolué ces dernières années.

L'impact du « pivot » américain sur l'Alliance, comprenant une ouverture possible vers une OTAN globale et une évolution de ses relations avec l'UE, mériterait d'être actualisé suite aux orientations du dernier sommet de Newport en septembre 2014.

L'analyse du positionnement britannique depuis le sommet de Saint-Malo, où Tony Blair avait exprimé une réelle volonté de l'engagement de son pays dans un système de défense européenne, montre un retour à une position atlantiste sans concession qui n'a pas été démenti depuis.

Enfin, un retour est fait sur la notion de puissance au niveau européen, qui souligne l'impérieuse nécessité de développer une vision stratégique européenne commune, donnant des objectifs clairs qui permettraient de faire de l'UE un véritable partenaire stratégique des États-Unis.

Excellent ouvrage qui donne les clés de la construction de la défense européenne, mais qui demande une actualisation suite à l'émergence de la crise ukrainienne.

**Général de division (2S) Maurice de Langlois**

## Retrouvez...

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)



facebook

twitter

Linked in



Olivier Kempf

### **L'OTAN au XXI<sup>e</sup> siècle. La transformation d'un héritage**

Editions du Rocher, 2014

Deuxième édition d'un ouvrage pédagogique de référence sur l'évolution de l'OTAN, le livre d'Olivier Kempf, extrêmement documenté, s'est enrichi de nouveaux chapitres sur les derniers événements, principalement les présidences Obama, la crise ukrainienne et la crise économique. Ont été aussi incorporés le concept stratégique de 2010, l'opération en Libye, la période post-Afghanistan et les nouvelles menaces dont le cyber.

Après un long développement sur l'historique de l'OTAN, cet ouvrage précise d'une manière remarquable les fondements d'une alliance qui se révélera très spécifique dans sa conception, alliance politique à vocation de défense, dotée d'une organisation intégrée et permanente.

L'analyse des concepts stratégiques successifs de l'OTAN permet de montrer une évolution où transparaissent à la fois l'optimisme et le pessimisme. La transformation puis le concept stratégique de 2010, qui rappelle la prédominance de l'article 5 et la pérennité de la dissuasion nucléaire, sont des étapes majeures de l'évolution de l'organisation.

Un essai méritoire d'analyse des valeurs de l'OTAN montre qu'elles rejoignent globalement celles qui sont défendues par les autres institutions occidentales, à l'exception près qu'elles sont contraintes à un environnement géographique défini, l'Atlantique nord, et à l'utilisation de ses moyens d'action qui ne sont que militaires.

Ceci peut amener à se poser la question, pour l'OTAN, de la justification des guerres expéditionnaires et de la résolution de crises par d'autres moyens que ceux strictement militaires.

Une grande partie du livre est dédiée à la place spécifique de certaines nations, en commençant par les États-Unis, puis le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la France. Olivier Kempf voit les États-Unis utiliser l'OTAN plus comme une coalition permanente que comme une alliance. La crise ukrainienne n'a-t-elle pas modifié ce constat ?

Ce livre n'aurait pas été complet sans un aperçu des relations UE-OTAN, où l'auteur parle de « déclin cumulé » des deux organisations. L'élargissement, le partenariat, les opérations, les capacités ainsi que la prise en compte des nouvelles menaces font l'objet de longs développements.

La conclusion laisse entrevoir un avenir incertain pour l'OTAN : elle survit depuis 25 ans et a, en fait, toujours traversé depuis sa création des crises majeures. Mais on la retrouve toujours sur d'autres segments, comme par exemple, selon les derniers mots du livre : « L'Alliance, dans la dilution de l'occident, dans son universalisation, redevient le lieu d'expression d'un certain occident, limité aux partenaires transatlantiques, nord-américains d'une part, européens d'autre part ». Est-ce le bon périmètre ?

**Général de division (2S) Maurice de Langlois**



Maxime H. A. Larivé

### *Debating European Security and Defense Policy. Understanding the complexity.*

Ashgate, 2014

Écrit par Maxime H. A. Larivé, du centre d'excellence de l'Union européenne de l'université de Miami aux États-

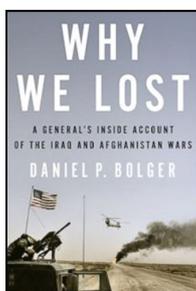
Unis, ce livre a une vocation pédagogique pour expliquer la complexité de la construction de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne. Cependant, l'auteur veut plus lancer un débat d'idées que simplement conduire un exercice analytique.

Préfacé par Jolyon Howorth de l'université de Yale, le développement de la PSDC est décrit à travers dix thématiques, allant du positionnement de la sécurité européenne face aux théories des relations internationales jusqu'au rôle concret des différents acteurs de la PSDC, étatiques et institutionnels, au travers d'une analyse historique.

L'auteur propose pour chacune des dix thématiques une approche originale, une sorte de boîte à outils donnant au lecteur différentes grilles de lecture et d'interprétation afin qu'il choisisse celle qu'il considère être la plus convaincante.

Maxime Larivé conclut par des pistes de réflexion pour alimenter le débat qu'il a voulu initier. Beaucoup de questions sont posées pour laisser au lecteur la possibilité d'y répondre selon ses convictions. Elles recouvrent principalement le rôle futur des États membres, les nouvelles menaces, les remèdes aux réductions des budgets de défense, le positionnement des États-Unis et l'émergence des BRICS. Enfin, l'auteur s'interroge sur l'avenir de l'OTAN et de la PSDC en posant d'une manière provocante la question du fusionnement des deux organisations.

**Général de division (2S) Maurice de Langlois**



Daniel P. Bolger

### *Why we lost ?*

Eamon Dolan, 2014

Les conflits irakien et afghan, qui ont coûté plus de mille milliards de dollars aux États-

Unis, se sont soldés par la mort de près de 7 000 soldats américains, par cinq fois plus de blessés physiques, et par encore plus de blessés psychologiques. Pour quel résultat ?

Officier d'infanterie, titulaire d'un doctorat d'histoire et occupant désormais un poste de professeur d'histoire militaire à la North Carolina State university, le lieutenant général Daniel P. Bolger a pris sa retraite en 2013, après une carrière de 35 ans dans l'US Army. Ses dernières années dans l'institution ont été marquées par deux séjours en Irak, de 2005 à 2006, en tant que responsable de la formation de l'armée de terre irakienne, puis de 2009 à 2010 en tant que général commandant la 1<sup>st</sup> Cavalry Division, mais aussi par un déploiement en Afghanistan, où il dirige de 2011 à 2013 la mission de formation de l'armée de terre et de la police afghane.

Au cours de ces trois séjours, l'auteur perd 80 soldats servant sous ses ordres.

Dans cet ouvrage historique, le général Bolger retrace avec candeur et sans langue de bois l'évolution de la stratégie et des opérations sur ces deux théâtres, de 2001 à aujourd'hui. Pour l'auteur, si l'Amérique a perdu ces deux guerres, c'est que contrairement à ce que le président Bush père avait fait en 1991 lors de la première Guerre du Golfe, elle n'a pas su partir lorsque les objectifs militaires initiaux avaient été atteints, à savoir renverser le régime taliban et celui de Saddam Hussein. Mettant en exergue, au travers de nombreux récits de combats, la valeur des hommes et des femmes qui servent dans les forces armées américaines, le général Bolger fait porter le poids de cet échec, non sur les hommes politiques, comme cela peut souvent être avancé dans les milieux militaires américains, mais sur les généraux eux-mêmes.

## Politiques de défense comparées

D'après lui, ceux-ci auraient péché soit par manque de courage, soit par naïveté ou manque d'humilité.

En effet, ils n'auraient pas défendu suffisamment ardemment, auprès du politique, l'option d'un retrait rapide, et auraient failli à comprendre que les États-Unis ne se lanceraient jamais dans un engagement massif sur du très long terme, seule manière de gagner ces guerres de contre-insurrection.

Très discret sur son propre rôle, très critique vis-à-vis du général David Petraeus, l'auteur dépeint tout au long de son ouvrage la position difficile, voire schizophrène, dans laquelle ont été placés les soldats américains en Irak et en Afghanistan, et de manière générale tout soldat qui combat dans un conflit asymétrique. Il résume cela en une question : qui est l'ennemi ? Toute la difficulté fut en effet de définir l'ennemi et une fois celui-ci plus ou moins bien défini, de le débusquer, noyé dans la masse de la population.

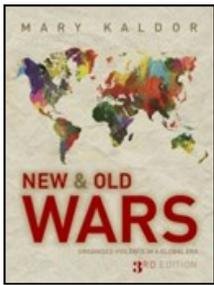
Plus que de répondre réellement à la question posée par son titre, cet ouvrage a l'intérêt de rappeler les grandes étapes de l'évolution de la stratégie et des opérations sur ces deux théâtres d'opérations.

Dépeignant sans fard la réalité difficile des combats de contre-insurrection, il rappelle que les décisions politiques et stratégiques ont des conséquences très concrètes pour les hommes et les femmes qui doivent les décliner sur le terrain.

Cela est d'autant plus utile au moment où la question se pose d'envoyer des troupes au sol en Irak, en Syrie, voire en Libye pour contrer la menace représentée par Daech. Le général Bolger rappelle que si rien n'est plus facile que de commencer une guerre, s'en extirper est bien plus compliqué, surtout lorsque l'on peine à définir l'ennemi et que les buts de guerre ne sont pas clairement énoncés.

**LCL Arnaud Planiol**





Mary Kaldor

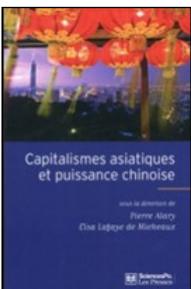
***New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era.***

Polity, 2012 (3<sup>e</sup> édition)

L'ouvrage classique de Mary Kaldor a fait l'objet d'une troisième édition en 2012. La thèse, sur l'émergence de nouveaux types de conflits aux dimensions sociologiques évidentes et en réaction aux dynamiques de globalisation, est connue. Mélange de guerre au sens de violence organisée à des fins politiques, de crime (au sens de violence organisée à des fins privées) et d'atteinte aux droits de l'homme, le nouveau conflit s'inscrit dans une économie globalisée, une société globalisée, et doit faire l'objet d'un traitement cosmopolite globalisé lui aussi. Les distinctions entre « vieux » et « nouveaux » conflits sont exposées systématiquement (notamment en ce qui concerne la fin des distinctions claires entre sphères publique et privée, entre interne et externe, entre économique et politique, entre civil et militaire, entre combattant et criminel).

L'un des arguments les plus forts réside sans doute dans la fin de l'obligation d'acquisition d'une légitimité pour l'exercice de la violence, obligation qui contraint toujours certains États, mais nullement les nouveaux groupes combattants (p. 122). L'exemple des guerres balkaniques reste central dans la démonstration (chapitre 3), les exemples irakien et afghan ont été ajoutés, tandis que les nouvelles violences observées avec Daech, Boko Haram ou sous d'autres formes en Ukraine, non traitées ici puisqu'elles sont très récentes, confirment en partie la thèse de l'auteur, mais mériteraient tout de même ses lumières remises à jour dans une quatrième édition. Plus classiques, les passages sur la globalisation, moins convaincantes, les recommandations sur un traitement cosmopolite par le bas des conflits actuels, apparaissent plus idéalistes. Le cœur du travail de Mary Kaldor, ce n'est pas une surprise, demeure bien son analyse de la guerre contemporaine, dont elle est l'une des voix importantes.

**Frédéric Charillon**



Pierre Alary, Elsa Lafaye de Micheaux

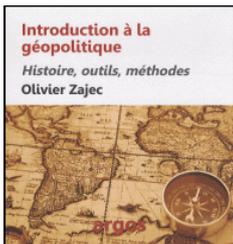
***Capitalismes asiatiques et puissance chinoise***

Presses de Sciences Po, 2014

Les ouvrages s'assimilant à l'économie politique internationale sont trop rares en France pour ne pas se réjouir de la publication de ces *Capitalismes asiatiques* confrontés aujourd'hui à la montée en puissance chinoise. P. Alary et E. Lafaye de Micheaux, avec leurs co-auteurs, distinguent dans la région cinq types de capitalisme différents : le capitalisme-cité (de type Singapour et Hong Kong), le capitalisme semi-agraire insulaire (Indonésie, Philippines), le capitalisme tiré par l'innovation (Japon, Corée, Taïwan), le capitalisme industriel tiré par le commerce (Malaisie, Thaïlande), et le capitalisme continental mixte (Chine). A l'heure où l'Asie devient à la fois le centre de gravité économique du monde et peut-être son foyer de conflits potentiels, les trajectoires des acteurs régionaux sont d'importance.

Les recompositions en cours sont analysées ici dans leur grande diversité, depuis le rapport de la Chine aux questions climatiques jusqu'au développement de la finance islamique en Malaisie, en passant par les firmes agro-industrielles indonésiennes. Dans tous les cas de figure c'est la relation entre ces capitalismes et l'ombre de plus en plus pesante de Pékin, qui déclenche des basculements aux répercussions internationales. L'ouvrage aborde d'ailleurs de façon très pédagogique (avec tableaux à l'appui, comme pages 79 et 85), les répercussions sur les forces et faiblesses des autres acteurs, États-Unis en tête.

**Frédéric Charillon**



Olivier Zajec

**Introduction à la géopolitique**

Argos, 2013

La « géopolitique proprement dite demeure méconnue » si l'on en croit Olivier Zajec. Dès lors, la volonté de cet auteur, à la fois diplômé de Saint-Cyr et de Sciences-Po, de rédiger une introduction à ce champ d'étude permet au lecteur d'appréhender de manière globale les origines de cette approche, mais également l'intérêt qu'elle représente pour comprendre les enjeux du moment.

Partant du constat que la multiplication des travaux se voulant « géopolitiques » correspond essentiellement à des réflexions qui relèvent du domaine des relations internationales, l'auteur se propose de nous offrir une vue d'ensemble du sujet. De façon très pédagogique, il met en perspective les concepts et théories progressivement développés avec le contexte historique et politique dans lequel ils ont vu le jour, soulignant ainsi l'évolution de la pensée d'un auteur à l'autre. Cette démarche lui permet par la suite de souligner quelques notions géopolitiques fondamentales telles que le *Heartland* ou le *Rimland*. Enfin, une synthèse de l'ensemble des éléments permet de mettre l'accent sur la complémentarité des approches dont cette méthode se nourrit. Outre ces rappels théoriques, l'auteur expose les outils géographiques et humains utiles à toute analyse de genre, les mettant, là encore, en relation les uns

avec les autres, tout en soulignant les forces et les faiblesses de chacun d'entre eux à travers quelques cas emblématiques et actuels.

Finalement, comme il l'écrit lui-même en conclusion de son ouvrage, Olivier Zajec nous offre un « petit livre, simple introduction synthétique à un sujet difficile » agrémenté de nombreuses cartes, graphiques, et d'une courte bibliographie d'ouvrages de référence. Très accessible, mettant en relief les liens entre les différents auteurs, courants de pensée, enjeux et facteurs, ce livre constitue un véritable manuel destiné à des étudiants en début de cursus ou au grand public. Il peut ainsi être lu dans son intégralité, afin d'avoir une vision globale du sujet, ou consulté de façon plus ponctuelle, de manière à appréhender les notions clés du domaine. Un public plus averti risquerait en revanche de lui reprocher un manque de profondeur et de ne pas se contenter de cet ouvrage qui, se voulant très synthétique, ne retranscrit pas toute la complexité de certaines des questions abordées mais propose plutôt des pistes de réflexion à approfondir par des lectures complémentaires.

**Hélène Dupuis**



Gilles Dorronsoro, Olivier Grojean (dirs.)

**Identité et politique. De la différenciation culturelle au conflit.**

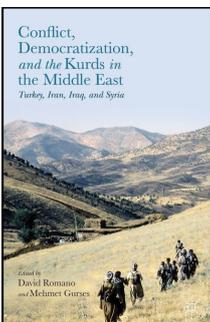
Presses de Sciences Po, 2015

L'identité est une ressource, même un capital, elle est mobilisable et convocable comme telle, et les conséquences sur les dynamiques nationales comme internationales, surtout conflictuelles, en sont importantes. Tel est le message de cet ouvrage à l'écriture précise, où la préoccupation empirique fait jeu égal avec le souci d'interprétation conceptuelle, et qui nous fait découvrir, autour des trois cas turc, iranien et pakistanais, des situations riches en enseignements, et inédites pour beaucoup de lecteurs (on découvre ainsi le Gilân en Iran, les alévis et les sunnites en Anatolie centrale, l'importation du conflit baloutche à Quetta).

Démontant les simplismes de la plupart des lectures identitaires et ethniques des conflits, réintroduisant la trajectoire étatique et la forme d'organisation adminis-

trative et institutionnelle dans l'analyse, ce travail décrypte les implications du fait identitaire sur l'évolution des hiérarchies sociales et politiques, et reconstitue l'intérêt pour certains groupes d'avoir recours à ce registre. Limiter les défections, acquérir un monopole de la représentation, imposer une solidarité de fait à ceux qui seront étiquetés identitairement, le tout avec une grande souplesse, font partie des explications du succès de l'entreprise identitaire, mais également de son rapport à la violence. L'ensemble des problématiques situées entre culture, identité, conflit et violence, demeure un terrain miné. Le travail présenté ici constitue pourtant une contribution éclairée et particulièrement pertinente à ce secteur clef de la science politique contemporaine.

Frédéric Charillon



David Romano, Mehmet Gurses (dirs.)

**Conflict, Democratization, and the Kurds in the Middle East, Turkey, Iran, Iraq, Syria**

Palgrave Macmillan, 2014

La question kurde est un enjeu central au Moyen-Orient, tant dans sa récurrence que dans sa dimension transnationale. Les minorités kurdes représentent ainsi un cinquième des populations turque et irakienne, et un dixième des populations syrienne et iranienne. Cet ouvrage collectif publié en 2014 arrive à un moment charnière, sur fond de guerre civile syrienne, avec toutes les déstabilisations qu'elle implique.

L'originalité de la démarche est à souligner, elle consiste en une réflexion complexe sur le lien entre la question kurde en termes de revendications politiques et identitaires d'une part, et la démocratisation de la région d'autre part. Plutôt que de se placer dans la lignée des débats sur la viabilité ou non d'un État kurde indépendant, les auteurs tentent de répondre à la question suivante : les revendications kurdes peuvent-elles faire avancer la démocratie dans les quatre pays étudiés ? David Romano et Mehmet Gurses définissant la démocratie comme un *continuum*, où la représentativité et le respect des minorités vont de pair.

Les auteurs partent alors d'une approche socio-historique pour montrer que la question kurde a mené à des dérives autoritaires dans les États étudiés. En effet, le nationalisme officiel a poussé les Kurdes à la radicalisation, cette dernière justifiant toujours plus de répression de la part des gouvernements. Partant de ce constat empirique, le livre prend une tournure plus théorique. Ainsi le problème est-il pris dans l'autre sens : si le caractère minoritaire des communautés kurdes rend la démocratisation difficile, cette dernière est nécessaire à l'amélioration de leur situation. Et en retour, donner des droits effectifs aux Kurdes ne peut que renforcer les droits de tous.

Cette conclusion quelque peu prescriptive donne à cet ouvrage un intérêt évident, David Romano allant jusqu'à proposer un modèle de fédéralisme hybride pour le cas de l'Irak, qui ne soit ni régional ni ethnique. Au-delà d'un optimisme parfois difficile à partager, cet ouvrage constitue une réelle boîte à idées pour commencer à réfléchir sur l'après-conflit dans la région.

Aghiad Ghanem



Edmond Dziembowski

**La guerre de Sept Ans - 1756-1763**

Perrin et Ministère de la Défense, 2015

**V**ue par Churchill comme la première guerre réellement mondiale de l'histoire, cette guerre du XVIII<sup>e</sup> siècle a pour protagonistes Frédéric II de Prusse, le roi de Grande-Bretagne, Louis XV, Marie-Thérèse d'Autriche et Élisabeth de Russie. Elle se déroule jusqu'au Canada, aux Antilles, en Afrique, en Inde. Les conséquences du conflit sur le système international – ou ce qui pouvait alors être qualifié de tel -, sur les sociétés

et systèmes politiques d'Europe, sur l'avenir des empires coloniaux, sur le rapport des citoyens à la guerre, seront importantes. De la « belle rivière » à la « paix humiliante », cette guerre et ses recompositions diplomatiques trouvent là leur ouvrage de référence, préfacé qui plus est, par Hervé Dréville.

**Frédéric Charillon****Retrouvez...**

les Lettres de l'IRSEM, les publications, colloques et toute l'actualité de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire sur...

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)



facebook

twitter

Linked in

## Contributions &amp; publications scientifiques de nos chercheurs

**Flavien BOURRAT, responsable du programme Moyen-Orient Afrique du nord :**



- Contribution dans le hors-série n° 40 de *DSI*, « Face à l'État islamique, les armées du Moyen-Orient peuvent-elles quelque chose ? ».

**Sonia LE GOURIELLEC, chargée d'études Afrique :**



- Contribution au *Dictionnaire encyclopédique de l'État* avec l'entrée « *developmental state* ».
- Contribution dans la *Revue Défense Nationale* de février 2015, « L'impact des révoltes arabes en Afrique sub-saharienne ».
- Contribution dans *Afrique contemporaine*, ["James Fergusson. The World's Most Dangerous Place. Inside the Outlaw State of Somalia"](#).

**Pierre RAZOUX, directeur du domaine « pensées stratégiques comparées » :**



- Conférence à Montréal le 18 février 2015, sur le thème « Quelle stratégie pour lutter contre Daech » lors du séminaire international « Reconfigurations géopolitiques au Moyen-Orient » organisé par l'Observatoire du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal.
- Interview pour le magazine *Air & Cosmos* du 20 février 2015 sur la situation géopolitique de l'Égypte.

## Actualités des jeunes chercheurs



- **Jean-Baptiste BEAUCHARD**, allocataire de l'IRSEM, a soutenu le 19 mars dernier sa thèse doctorale en sciences politiques, intitulée « **L'action du Conseil de sécurité des Nations unies au Proche-Orient (2004-2014): la souveraineté libanaise à l'épreuve de la paix et de la sécurité internationales** », devant un jury composé de Frédéric Charillon (directeur), Jean-Paul Chagnolaud, Joseph Maïla, Isabelle Moulier, et Frédéric Ramel.

## Évènements et manifestations de l'IRSEM

## Workshop King's College London – IRSEM, le 13 février 2015



Le 13 février, le groupe de jeunes chercheurs du domaine « Armement et économie de défense » a organisé, avec le King's College London, un atelier de travail franco-britannique portant sur les défis en matière de production et de transferts d'armement, et sur les stratégies françaises et britanniques pour y faire face.

Cette journée de travail était co-financée par l'IRSEM et le King's College London, en tant que première étape d'un partenariat entre les deux institutions. Elle a rassemblé des doctorants, jeunes chercheurs et chercheurs confirmés venus d'universités et de *think tanks* de chaque côté de la Manche, afin de débattre en profondeur de plusieurs sujets : les tendances budgétaires et les acquisitions de matériels militaires, la production et l'exportation d'armement et de technologies de défense.

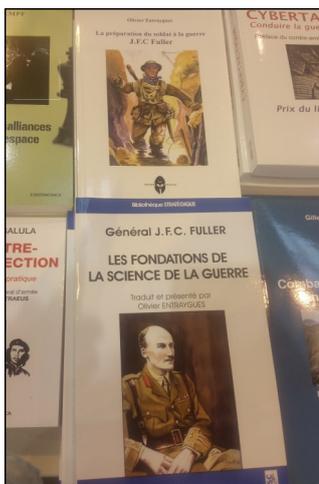
Ces discussions avaient vocation à identifier des problématiques de recherches dans le but d'initier des projets conjoints entre les chercheurs des deux institutions partenaires. Plusieurs points de comparaison ont été ainsi mis en avant : les différences dans les relations État-industrie de défense et les différences dans l'analyse stratégique, les défis communs comme l'adaptation aux transformations du marché de l'armement, la maîtrise des coûts dans les processus d'acquisition d'armement et l'importance croissante de nouvelles menaces « non-traditionnelles » (dans le cyberspace par exemple).

Le **contre-amiral Jean-François MOREL** est intervenu lors du colloque organisé conjointement par l'IHEDN/Ile-de-France, la *Revue Défense Nationale* et l'IRSEM : « Vertu et sens commun : les valeurs de la mer et de la Marine en action », le 3 mars 2015, à la mairie du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris.



© Christian Jacquet

Le **lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES** a présenté au Salon du Livre de Paris, sur le stand de l'Armée de Terre, ses ouvrages *La Préparation du soldat à la guerre* et *Les fondations de la science de la guerre*.



## Dernières publications de l'IRSEM



Les Champs de Mars n°26 - 2015

**Religieux et recherche stratégique**

Sous la direction de Frédéric RAMEL et Philippe PORTIER



Note de recherche stratégique n°17 - 2015

**Politiques contre les violences sexuelles dans les armées : le cas des États-Unis**

LCL Arnaud PLANIOL



Note de veille « Afrique » n°6, mars 2015

**Afrique: Défense et politique étrangère**

Sonia LE GOURIELLEC



Fiche de l'IRSEM n°37 - 2015

**La place de la coopération régionale dans la démarche stratégique d'un petit État européen. Le cas de la Lituanie.**

Živilė KALIBATAITĖ



Note de veille « Afrique » n°5, janvier-février 2015

**Afrique: Défense et politique étrangère**

Sonia LE GOURIELLEC

**LA LETTRE**  
de l'IRSEM

Où que vous soyez,  
accédez à tous les numéros...

[www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)  
Publications > Lettre de l'IRSEM



<p><b>Directeur de publication :</b> Frédéric Charillon</p>	<p><b>Rédacteur en chef :</b> Contre-Amiral Jean-François Morel</p>	<p><b>Directeur scientifique :</b> Thierry Balzacq</p>	<p>Ministère de la Défense <b>IRSEM</b> École militaire 1, place Joffre - Case 38 75700 Paris SP 07</p>
<p><b>Coordination :</b> Caroline Verstappen</p>	<p><b>Édition :</b> Olivia Ronsain et Hélène Dupuis</p>	<p><b>Webmestre :</b> Nicolas Segall</p>	